

Je demande au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) d'informer le régime Pinochet que le gouvernement canadien veillera d'un oeil vigilant sur Carmen Quintana tout au long de son procès jusqu'à ce qu'elle rentre au Canada, et d'inciter d'autres pays à faire de même.

* * *

L'IMMIGRATION

L'ARRESTATION D'AVOCATS ET DE CONSEILLERS

M. Andrew Witer (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, mardi dernier, les agents de la GRC ont arrêté, dans la région de Toronto, six avocats et conseillers en matière d'immigration qu'ils ont accusé d'avoir usé de moyens frauduleux pour permettre à des ressortissants portugais de rester au Canada.

Le rôle que certains avocats et conseillers sans scrupule ont joué dans l'arrivée au Canada de groupes de gens réclamant le statut de réfugié est un sujet de préoccupation pour tous. De tels abus discréditent nos lois relatives à l'immigration et, par-dessus tout, ils ont produit une avalanche de fausses réclamations paralysant de ce fait, les services chargés de la reconnaissance du statut de réfugié tandis que les réfugiés authentiques ont dû attendre des mois et même des années avant qu'on ne puisse examiner leur demande.

Il y a tout lieu de féliciter le gouvernement d'avoir entrepris de retracer les individus s'adonnant à ces pratiques répréhensibles et de les poursuivre. J'exhorte les ministres responsables à poursuivre leurs efforts pour retracer et poursuivre ces conseillers et avocats qui profitent des aspirations naturelles de gens qui, en raison de difficultés financières ou politiques dans leur pays d'origine, ont décidé de venir au Canada pour s'y faire une vie meilleure.

* * *

L'ASSURANCE-MALADIE

LE 25^E ANNIVERSAIRE DE L'INSTAURATION

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, je suis persuadé de parler aujourd'hui au nom de tous les députés de la Saskatchewan, quel que soit le côté de la Chambre où ils siègent. Le 1^{er} juillet marquera le 25^e anniversaire de l'instauration de l'assurance-maladie en Amérique du Nord.

C'est le 1^{er} juillet 1962 que le premier régime d'assurance-maladie est entré en vigueur dans la province de la Saskatchewan. Ce soir, des praticiens de la santé de tout le Canada vont participer dans la ville de Prince-Albert à un banquet spécial pour l'occasion. Le conférencier invité sera le très distingué citoyen canadien, M. Emmett Hall.

Il reviendrait normalement au député de Prince-Albert (M. Hovdebo) de faire cette déclaration, mais il est lui-même bénéficiaire de l'assurance-maladie à l'heure actuelle. Comme il

Article 21 du Règlement

relève d'une petite opération, il m'a demandé de faire la déclaration à sa place.

En son nom et au nom, j'en suis sûr, de tous les députés de la Saskatchewan, je tiens à rappeler que le Canada doit énormément au premier ministre provincial de l'époque, M. Woodrow Lloyd, au ministre de la Santé d'alors, M. Allan Blakeney, à l'ancien premier ministre provincial et père de l'assurance-maladie, M. Tommy Douglas, et à M. Emmett Hall, qui préfère être considéré comme le grand-père de l'assurance-maladie.

Les employés de cliniques communautaires de tout le Canada qui se sont réunis à Prince-Albert m'ont demandé de prier les pages de distribuer ces petites épingles du 25^e anniversaire que voici à tous les députés de la Saskatchewan.

* * *

L'ÉCONOMIE

LE SURPLUS COMMERCIAL D'AVRIL

M. Jim Jepson (London—Est): Monsieur le Président, une fois de plus, la confiance du monde des affaires et des investisseurs du Canada se reflète dans les chiffres de la performance économique. Non seulement nous constatons une baisse régulière du chômage, une augmentation des mises en chantier de maisons, une dépense élevée des consommateurs, mais Statistique Canada signale que le pays a connu un surplus commercial de 1,6 milliard en avril, le plus important depuis avril 1986.

Le surplus commercial—c'est-à-dire l'excédent des exportations de blé, de métaux et d'autres denrées sur les importations—a augmenté de 55 p. 100 par rapport à mars, où il était de 1 milliard. Les économistes estiment que les chiffres d'avril sont un bon signe pour l'économie canadienne.

Mes félicitations aux producteurs canadiens pour avoir augmenté leur productivité et montré clairement qu'ils peuvent soutenir efficacement la concurrence sur les marchés mondiaux. Cela donne au gouvernement une raison supplémentaire pour parvenir à un accord de libéralisation des échanges.

* * *

● (1415)

LA DÉFENSE NATIONALE

LE BUDGET DE 1983—LES PRÉVISIONS DE DÉPENSES

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Monsieur le Président, le lundi 8 juin, le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Andre) a fait une déclaration fausse et trompeuse à la Chambre des communes à titre de ministre suppléant de la Défense nationale. Voici ce qu'il a dit:

En fait, le plan financier, et cela figure dans les budgets de l'ancien ministre des Finances, l'honorable Marc Lalonde, ne prévoyait aucune augmentation des dépenses de défense après 1983.